Arrondissement d'Avignon

Commune du PONTET 84130



ARRÊTÉ N°2025_ARR_052

ARRÊTÉ

PORTANT MISE A JOUR N°6 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DU PONTET

Le Maire de la Commune du Pontet,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles R.153-18 et R.151-53;

Vu la délibération n°2020_DEL_141 du conseil municipal de la commune du Pontet en date du 10 décembre 2020 approuvant le PLU ;

Vu l'arrêté 21/DGS/040 du 22 mars 2021 portant sur la mise à jour n°1 du PLU;

Vu l'arrêté 21/DGS/215 du 27 octobre 2021 portant sur la mise à jour n°2 du PLU;

Vu l'arrêté 2022 ARR 157 du 17 octobre 2022 portant sur la mise à jour n°3 du PLU;

Vu l'arrêté 2023 ARR 083 du 14 décembre 2023 portant sur la mise à jour n°4 du PLU ;

Vu l'arrêté 2024 ARR 045 du 25 octobre 2024 portant sur la mise à jour n°5 du PLU;

Vu la délibération n°2025_DEL_016 du conseil municipal de la commune du Pontet en date du 17 février 2025 approuvant le Règlement Local de Publicité (RLP);

Considérant qu'il y a lieu de mettre à jour les annexes du PLU de la commune du Pontet ;

ARRÊTE

Article 1 : le PLU de la commune du Pontet est mis à jour à la date du présent arrêté. A cet effet, l'annexe 7.7 est modifiée pour intégrer le nouveau Règlement Local de Publicité (RLP).

Article 2 : le présent arrêté sera affiché en mairie du Pontet pendant un mois.

Article 3 : les documents de la mise à jour n°6 du PLU sont tenus à la disposition du public à la Mairie du Pontet et en Préfecture de Vaucluse aux jours et heures d'ouverture au public.

Article 4 : le présent arrêté et le dossier de mise à jour n°6 du PLU seront adressés à Monsieur le Préfet de Vaucluse.

Article 5 : Le présent arrêté est exécutoire une fois signé et les formalités de l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales accomplies.

Article 6 : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nîmes, sis 16 avenue Feuchères-30 000 Nîmes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit par voie postale au greffe de la juridiction, soit par voie électronique sur l'application « Télérecours » accessible sur le site de téléprocédures ouvert aux citoyens : https://www.telerecours.fr/. Dans ce délai, il peut être présenté un recours gracieux prorogeant le délai de recours contentieux.

Le Maire du PONTET certifie le caractère exécutoire

du présent arrêté

Notifié le :

Le Maire, Joris HEBRARI